

Jeholet invite Nethys à ne pas rejeter l'offre du groupe IPM

■ Le ministre wallon (MR) n'est pas favorable à un "portage" public du journal "L'Avenir".

La semaine dernière, François le Hodey, CEO d'IPM Group (qui édite *La Libre* et *La DH*) faisait part publiquement de sa volonté de racheter le quotidien *L'Avenir* appartenant à Nethys. Une offre qui faisait suite à l'annonce, quelques jours plus tôt, par la société liégeoise de la mise en place d'un vaste plan de restructuration qui touche la rédaction et le service marketing du quotidien. Le groupe IPM se proposait de racheter *L'Avenir* sans mettre en place le plan de licenciement collectif. Une offre rejetée directement par Nethys qui précisait que *L'Avenir* n'était pas à vendre.

Le ministre wallon de l'Économie, Pierre-Yves Jeholet (MR), répondait, mardi, à une question du chef de groupe Écolo au Parlement wallon, Stéphane Hazée sur cette question. Il a appelé Nethys à reconsidérer l'offre du groupe IPM. *"Je ne comprends pas bien leur réaction. IPM a fait une offre très concrète. Quand IPM dit qu'il est prêt à mettre le prix, je pense qu'on ne doit pas évacuer l'offre. Il n'y en a pas 36, soyons clairs. Et il n'est plus question de licencier. Je pense que ça a du sens, y compris dans la nécessité d'une consolidation dans la presse francophone."*

Le ministre wallon a tenu à rappeler que lors du rachat de *L'Avenir* par Nethys, en 2013 – il était député de l'opposition –, il s'était étonné publiquement des arguments avancés par Nethys: *"On nous a dit que c'était pour créer des synergies avec les télécommunications. On parlait d'une réelle opportunité. Aujourd'hui, on fait le constat que des synergies, il n'y en a aucune. Permettez-moi quand même d'avoir certains doutes sur le fait que ces synergies fonctionnent demain."*

Un autre scénario avait aussi les faveurs de certains élus et des

"On nous a dit que c'était pour créer des synergies. Des synergies, il n'y en a aucune."

Pierre-Yves Jeholet (MR)
Ministre wallon de l'Économie

journalistes de *L'Avenir* ces dernières semaines. À savoir, le "portage" par la SRIW (société wallonne d'investissements) des éditions de *L'Avenir*. Le quotidien sortant alors du giron de Nethys pour être "porté" par un outil public wallon pourrait envisager son futur de manière plus sereine et analyser les offres qui pourraient lui parvenir. Le ministre Jeholet ne croit pas à cette solution: *"Je ne change pas d'avis. Je ne souhaite pas que la Région soit propriétaire d'un groupe de presse",* même de manière temporaire. C'est pour cette raison qu'il enjoint Nethys à reconsidérer l'offre d'IPM.

De son côté, Stéphane Hazée privilégie toujours la stratégie du portage: *"Cela permettrait de calmer le jeu par rapport à la situation actuelle liée au plan de restructuration et d'examiner toutes les alternatives. L'offre d'IPM est une alternative et il peut y en avoir d'autres",* précise-t-il tout en reconnaissant qu'il n'y en a pas beaucoup d'autres. Sur la question des synergies, il partage l'avis du ministre.

"Le PS, le MR et le CDH ne peuvent-ils rien faire?"

L'écologiste pose aussi une réflexion sur les leviers dont dispose le monde politique pour agir: *"Quand des entreprises privées utilisent les mêmes méthodes violentes à l'égard de leurs travailleurs, j'entends beaucoup d'élus s'indigner. Il serait incompréhensible que ce soit différent ici et qu'ils n'agissent pas."* Il rappelle que *"la direction de Nethys rend compte à 100% devant des élus de la province de Liège et des communes qui détiennent Publifin. Ces élus sont soutenus par des fédérations. Messieurs Marcourt pour le PS et Bacquelaine pour le MR ainsi que M^{me} Greoli pour le CDH ne peuvent-ils rien faire? J'en doute."*

Stéphane Hazée explique enfin que Muriel Gerken (Écolo) avait déposé une motion, qui n'a pas encore été votée, devant le conseil provincial de Liège pour mettre un terme au plan de restructuration voulu par Nethys.

Jeudi, la commission de l'économie du Parlement wallon se réunira pour une série d'auditions sur ce sujet. Le CEO d'IPM, celui de *L'Avenir* ainsi que différents représentants du personnel du quotidien namurois seront entendus.

Stéphane Tassin